

---

---

## **Sur la restauration du capitalisme en URSS et la préservation du capitalisme en Chine**

Lors de la «grande dépression des années 30, le seul pays qui n'a pas souffert de la crise économique et de la ruine fut l'Union soviétique socialiste. En fait, l'Union soviétique socialiste de Lénine et de Staline accomplit de grands pas en avant durant ces années. Cela parce que c'était une économie socialiste, ce qui prouvait la supériorité du système socialiste sur le système impérialiste.

Au cours de la présente intensification de la crise générale de l'impérialisme, les soi-disant pays «socialistes» d'Europe de l'Est ne font pas si bonne figure. Une preuve que ce ne sont pas dans les faits des pays socialistes, c'est qu'ils sont tenaillés par la même crise à laquelle font face tous les autres pays capitalistes.

La Commission Economique des Nations Unies, qui comprend des représentants des pays est-européens, rapporte que l'année 1979, pour les pays d'Europe de l'Est, sera une année de pénurie d'énergie, de matières brutes et de travail; elle prévoit de plus grands déficits commerciaux et une rareté de devises étrangères encore plus forte. Le taux de croissance du Produit National Brut ne sera supérieur que de 0,3% à celui de 1978 alors que le taux de croissance de la production industrielle restera le même. On s'attend à ce que les investissements diminuent dans tous les pays. En Hongrie, par exemple, on s'attend à ce qu'il n'y ait aucun vaste projet d'investissement pour toute l'année.

L'expansion économique n'a atteint les buts «planifiés» dans aucun des pays d'Europe de l'Est tandis que la Russie n'a réalisé son «plan» qu'en établissant des objectifs très bas, ce qui prouve que l'économie de ces pays n'est pas planifiée du tout sauf en ce qui concerne les taux de croissance projetés, comme dans tout pays capitaliste. Ce n'est pas un plan, c'est une estimation du progrès de l'anarchie de la production.

---

---

L'endettement commercial de l'Europe de l'Est est passé de \$4,9 milliards en 1977 à \$6 milliards en 1978. Les exportations vers l'ouest n'ont augmenté que de 11% alors que les importations en provenance de l'ouest ont grimpé de 16%. Le résultat, c'est que l'endettement total de l'Europe de l'Est en devises fortes était estimé à la fin de 1978 à 47 milliards de dollars, alors qu'il était de 38 milliards à la fin de 1977 et de 33 milliards fin 1976. Les estimations de l'endettement de l'Europe de l'Est, faites par la CEE, sont considérées comme faibles dans les cercles financiers. Les banquiers occidentaux évaluent que la dette se situe bien au-delà des 50 milliards de dollars.

La Pologne, qui porte à elle seule 30% de cet endettement, doit \$11 milliards aux banques internationales et se trouve au bord de la banqueroute. En 1979 elle aura un déficit commercial de plus d'un milliard, alors qu'elle devra payer quatre milliards en remboursement sur sa dette actuelle. La Pologne tente d'y parvenir en empruntant de l'argent à court terme, à des banques, à des taux d'intérêts qui sont parmi les plus élevés du monde parce que maintenant elle est considérée comme un emprunteur risqué. Ce n'est pas par coïncidence qu'il y a un pape polonais. Le capital financier occidental travaille ferme à asservir la Pologne sous la dépendance du capital et de la propagande idéologique occidentale.

Dans ces pays, la productivité du travail est à la baisse, tandis que s'accroît la somme du capital nécessaire pour engendrer une productivité accrue. En Allemagne de l'Est, 8 unités supplémentaires de capital seront nécessaires afin de produire une unité supplémentaire de rendement en 1976-79, comparativement à un rapport de 5 à 1 en 1971-75. Il existe une situation similaire en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie. En d'autres mots, le capital constant s'accroît de beaucoup par rapport au capital variable et les profits tombent. Marx appelait cela la loi de la chute du taux de profit. C'est là une loi du capitalisme, non du socialisme! Le résultat de cela, ce sont les crises économiques.

La Hongrie constitue un bel exemple de la nature capitaliste des pays est-européens. Initialement ces pays devaient masquer le fait qu'ils s'alignaient sur la voie capitaliste afin de cacher à la classe ouvrière ce qui se passait. Mais même cette apparence de socialisme est devenue une entrave à leur développement capitaliste. On mit de l'avant, en 1968, des plans pour faire de la Hongrie une société plus ouvertement capitaliste. Les révisionnistes ont longtemps essayé de faire passer le capitalisme monopoliste pour du socialisme mais même cela fut un leurre. Les industries d'Etat furent transformées en entreprises capita-

---

listes indépendantes, dans leur essence, et maintenant cela se produit même dans le nom qu'on leur donne. On a appelé ces plans le «nouveau mécanisme économique»; il n'y a rien de «nouveau» dans ce «mécanisme», c'est tout simplement le capitalisme. Ce «plan» a introduit l'anarchie capitaliste dans la production, sur une vaste échelle. Aujourd'hui, plus de 50% des biens sont vendus selon des prix de marché. En d'autres termes les prix sont établis selon les lois du marché, selon l'offre et la demande. Il y a maintenant des plans pour étendre ce modèle à toutes les marchandises. C'est un fait maintenant, en essence, mais cela est camouflé par des subventions gouvernementales. Cependant, ces subventions sont sur le point d'être supprimées.

Bien sûr, le résultat, c'est un très haut taux d'inflation, chose inconnue dans un pays socialiste. Allant de pair avec le système de marché, il y a la crise de surproduction. Phénomène typique de tous les pays capitalistes, la Hongrie est aux prises avec la même crise de marchandises invendues, atteignant les 25 milliards de dollars.

Le «nouveau mécanisme économique» a mis l'emphasis sur la rentabilité des entreprises, le partage des profits entre administrateurs et ouvriers et par-dessus tout, l'«indépendance des entreprises face à la bureaucratie du gouvernement central». Au Canada, ça s'appelle la «libre entreprise», en Hongrie, on appelle ça le «socialisme». Cela signifie que les entreprises, qui techniquement sont la propriété de l'Etat, sont en réalité indépendantes et poursuivent la production à partir du point de vue du profit. Bien sûr, cela signifie l'intensification de l'exploitation des ouvriers afin d'accroître le «partage des profits» des administrateurs.

Le rôle de l'Etat en Hongrie est semblable à celui qu'il joue dans les autres pays capitalistes: il alourdit d'impôts la classe ouvrière et subventionne la bourgeoisie. Cela a conduit à l'inefficacité dans l'industrie. En d'autres mots, le gouvernement hongrois maintient à flot les industries inefficaces grâce à des subventions agissant de la même manière que le gouvernement canadien. Dix pour cent de la production industrielle hongroise provient de firmes qui n'apportent aucune contribution nette au revenu national. Et 60% environ de ce qui passe pour des profits de compagnie provient de subventions gouvernementales. Les économistes hongrois estiment que de 15 à 20% de la capacité de production de la Hongrie n'est pas utilisée, autre trait caractéristique du capitalisme.

La solution mise de l'avant dans cette situation n'est pas différente de celle que Joe Clark et Margaret Thatcher mettent de

---

l'avant au cours des campagnes électorales en cours au Canada et en Grande-Bretagne. L'instauration pour 1981 d'un «système de prix réaliste, flexible, reflétant les raretés du marché», et la suppression graduelle des subventions gouvernementales. On va instaurer un «système de taxation sur la valeur ajoutée», c'est-à-dire qu'on va imposer le revenu des compagnies! Il va y avoir des fusions ou des fermetures pour les entreprises non rentables, celles-ci étant définies comme étant celles qui ne réussissent pas à percevoir un retour minimum de 2% sur le capital investi. Afin de les expulser des affaires, les banques vont leur refuser tout crédit! Marx et Lénine parlaient de ce processus en l'appelant la monopolisation du capital.

La monopolisation de l'économie hongroise est entreprise et dirigée par des firmes privées afin d'«accroître la concurrence». Ces «coopératives industrielles», qui ne sont même pas nominale-ment la propriété de l'Etat, emploient maintenant 6% de la main-d'oeuvre totale et comptent pour 10% de la production. Ce sont ces firmes qui fusionnent avec celles qui ferment leurs portes. Mais, fait particulier, elles reçoivent des banques le crédit leur permettant d'acquérir les secteurs les plus rentables de l'industrie d'Etat. On donne à ces firmes des droits accrus de commerce sur les marchés étrangers. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur a été presque totalement éliminé. Le commerce représente aujourd'hui la moitié du Produit National Brut (PNB) de la Hongrie. Et on met l'accent sur la capacité fortement grandissante du pays à exporter en produisant de plus en plus de marchandises destinées à l'exportation. L'économie de la Hongrie est totalement intégrée à l'économie capitaliste mondiale. Non seulement y a-t-il exportation des marchandises, il y a aussi exportation de capitaux. Il nous reste encore à trouver des statistiques à ce sujet mais par exemple «Tungsram», une société privée hongroise, a établi une usine à East Brunswick, au New Jersey (USA), afin d'y produire 7 millions d'ampoules électriques annuellement, tandis qu'une de ses filiales a fait l'acquisition d'une compagnie danoise de produits électroniques. «Babolna» a mis sur pied des entreprises en Russie, au Moyen-Orient et en plusieurs pays d'Europe de l'Ouest dans le domaine de la technologie de l'élevage du poulet. A la tête de cette compagnie on retrouve Robert Burgert, qui siège au Comité Central du parti. Il est connu pour avoir dirigé la campagne dans l'introduction de la technologie et des méthodes de gestion américaines. Il serait également un dirigeant dans le domaine des «méthodes américaines d'exportation du capital»!

De pair avec le capitalisme il y a aussi l'exploitation de la

---

---

classe ouvrière et la Hongrie ne fait certainement pas exception. Le coût de la vie s'est accru beaucoup plus vite que les salaires et avec l'abolition des subventions la classe ouvrière aura à subir le choc de ces «réformes économiques» avec des prix beaucoup plus élevés et des salaires beaucoup plus bas. Et les augmentations de salaire ne seront accordées qu'en rapport avec l'augmentation de la productivité. C'est une situation que les capitalistes au Canada adoreraient connaître. Mais le «tripartisme» se situe à un niveau beaucoup plus élevé en Hongrie; Sandor Gaspar, dirigeant des syndicats, siège au sein du politburo du parti.

Pendant de nombreuses années la force de travail a été achetée et vendue comme une marchandise avec pour résultat des congédiements, des licenciements, le chômage, etc. C'est maintenant considéré comme une priorité que de stimuler la construction d'habitations afin d'augmenter la «mobilité» du travail.

La Hongrie ne fait pas exception par rapport à ce qui se passe en Europe de l'Est. En fait, elle est considérée comme un modèle à suivre, même par l'Union soviétique.

En Union soviétique et dans d'autres pays est-européens, on a assisté à la restauration de **«toutes les catégories économiques propres au capitalisme: la force de travail comme marchandise, la plus-value, le capital, le profit du capital, le taux moyen de profit, etc.»** (Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, ELE, p. 17)

L'économie de ces pays est fondée sur la production capitaliste. **«La production capitaliste commence là où les moyens de production sont détenus par des particuliers, tandis que les ouvriers dépourvus de moyens de production, sont obligés de vendre leur force de travail comme une marchandise.»** (Ibid., p. 14)

Ceci s'est produit dans tous ces pays et leurs prétentions à être socialistes sont complètement frauduleuses.

Le socialisme est différent de l'économie de ces pays parce que **«la loi de la valeur ne peut, sous notre régime, jouer un rôle régulateur dans la production.»** (Ibid., p. 22) Nous pouvons voir comment la loi de la valeur règle la vie de ces pays en jetant un coup d'oeil sur la démonstration de Staline à l'effet qu'elle n'était pas la régulatrice de l'économie de l'Union soviétique socialiste. **«Si cela était juste, pourquoi ne développerait-on pas à fond nos industries légères comme étant les plus rentables, de préférence à l'industrie lourde qui est souvent moins rentable et qui parfois ne l'est pas du tout?»** (Ibid., p. 23)

C'est exactement ce qui s'est produit dans les pays soi-disant

---

«socialistes». L'accent porte sur l'industrie légère, en particulier pour le marché de l'exportation, qui est le plus rentable. Les industries qui ne sont pas rentables sont fermées ou fusionnées à d'autres pour les rendre rentables. L'industrie lourde dans ces pays est moins rentable à cause du rapport plus élevé du capital constant au capital variable. Sous le capitalisme, le résultat c'est la crise perpétuelle, la faillite et les fusions afin de constituer d'immenses monopoles qui peuvent hausser les prix et intensifier l'exploitation des ouvriers pour accroître la rentabilité de même que l'exportation du capital. C'est là, bien sûr, une caractéristique de tous ces pays. Staline poursuit: **«Si cela était juste, pourquoi ne fermerait-on pas chez nous les entreprises pour l'instant non rentables de l'industrie lourde, où le travail des ouvriers ne produit pas 'l'effet voulu', et pourquoi n'ouvrirait-on pas de nouvelles entreprises de l'industrie légère assurément rentable, où le travail des ouvriers pourrait produire un 'plus grand effet'?»** (Ibid., p. 23)

Comme nous l'avons vu, c'est exactement ce qui s'est passé et ce qui se passe en Hongrie, tout comme c'est le cas dans les autres pays soi-disant «socialistes.» Staline continue: **«Si cela était juste, pourquoi ne transférerait-on pas chez nous les ouvriers des entreprises peu rentables, bien que très nécessaires à l'économie nationale, vers les entreprises plus rentables, selon la loi de la valeur qui règle soi-disant les 'productions' de la répartition du travail entre les branches de production?»** (Ibid., p. 23)

C'est là exactement ce qui se fait dans ces pays. Comme nous l'avons vu, la Hongrie met l'accent sur de nouvelles habitations afin d'accroître la «mobilité du travail», au moment précis où les entreprises qui ne rapportent pas au moins 2% sur l'investissement sont fermées et fusionnées et où la croissance des entreprises ouvertement privées qui sont les plus rentables sur le marché de l'exportation est de plus en plus encouragée. Il est évident que les ouvriers sont **«transférés des entreprises peu rentables... vers les entreprises plus rentables.»** Staline toujours: **«Sans doute qu'en suivant à la trace ces camarades, il nous faudrait renoncer au primat de la production des moyens de production sur la production des moyens de consommation. Et que signifie renoncer au primat de la production des moyens de production? C'est rendre impossible la montée incessante de notre économie nationale, car on ne saurait réaliser la montée incessante de l'économie nationale sans réaliser en même temps le primat de la production des moyens de production.**

**«Ces camarades oublient que la loi de la valeur ne peut être la**

---

**régulatrice de la production que sous le capitalisme, alors qu'existent la propriété privée des moyens de production, la concurrence, l'anarchie de la production, les crises de surproduction.» (Ibid., pp. 23-24)**

Nous pouvons bien imaginer à quels «camarades» s'adressait Staline. C'étaient sans doute ceux-là qui se sont emparés du pouvoir en Union soviétique et qui ont fait de la loi de la valeur le régulateur de la production, c'est-à-dire qui ont transformé l'Union soviétique en pays capitaliste. Staline explique: «... Ils oublient que la sphère d'action de la loi de la valeur est limitée chez nous par la propriété sociale des moyens de production, par l'action de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, — elle est donc limitée aussi par nos plans annuels et quinquennaux qui sont le reflet approximatif des exigences de cette loi.» (Ibid., p. 24)

Les révisionnistes ont «appris» cette leçon de Staline et c'est exactement là qu'ils ont porté leurs attaques contre ces traits de l'économie socialiste, traits qui restreignent l'action de la loi de la valeur. Ils ont transformé la propriété sociale des moyens de production en propriété privée des moyens de production et ils ont remplacé la loi du développement harmonieux de l'économie nationale par l'anarchie de la concurrence dans la production, les crises et la surproduction. Staline explique que la question centrale est: «Certains camarades tirent de là cette conclusion que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification de celle-ci suppriment le principe de la rentabilité. Cela est absolument faux. Il en va tout autrement. Si l'on considère la rentabilité non du point de vue de chacune des entreprises ou branches de production ni au cours d'une seule année, mais du point de vue de l'ensemble de l'économie nationale et au cours de dix à quinze ans par exemple, ce qui serait le seul moyen d'aborder la question correctement, la rentabilité non entamée et fragile des différentes entreprises ou branches de production ne peut soutenir aucune comparaison avec la forme supérieure d'une rentabilité solide et constante que nous donnent l'action de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification de cette dernière en nous débarrassant des crises économiques périodiques, destructrices de l'économie nationale et qui apportent à la société un immense dommage matériel, et en nous assurant le progrès continu de l'économie nationale avec ses rythmes élevés.» (Ibid., p. 24)

Voilà exactement la contradiction entre le socialisme et les révisionnistes. La base sociale de la restauration du capitalisme

---

---

résidait précisément chez ceux qui s'apprêtaient à tirer profit de **«la rentabilité... du point de vue de chacune des entreprises ou branches de la production... au cours d'une seule année.»** La question de **«la rentabilité momentanée et fragile des différentes entreprises ou branches de production»** était d'une importance primordiale. Les révisionnistes n'étaient pas intéressés au «développement harmonieux de l'économie nationale», mais à ce que le développement amène des profits et que ces profits soient canalisés vers une couche particulière de la société, ceux qui avaient le contrôle des moyens de production. Ils voulaient transformer ce contrôle en propriété privée, de telle sorte qu'ils puissent s'approprier les fruits du travail.

Le problème ici, c'est qu'une société fonctionne soit sous la loi fondamentale du capitalisme, soit sous la loi fondamentale du socialisme. Staline explique la loi fondamentale du capitalisme moderne de la façon suivante: **«Les principaux traits et exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi: assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés.»** (Ibid., p. 39)

C'est là certainement la voie que l'Union soviétique et les autres pays d'Europe de l'Est ont empruntée. C'est cette loi qui conduit toute action dans le monde. Puis Staline énonce par contraste la loi économique fondamentale du socialisme. **«Les principaux traits et exigences de la loi économique fondamentale du socialisme pourraient être formulés à peu près ainsi: assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.»** (Ibid., p. 41)

La question fondamentale, ce n'est pas la croissance de l'économie, mais bien de savoir pour qui cette croissance; est-ce pour la classe ouvrière et les masses laborieuses ou pour la bourgeoisie? Si c'est pour le prolétariat, la question de la rentabilité est reliée à une voie et si c'est pour la bourgeoisie, elle est reliée à une autre voie. La loi fondamentale du socialisme n'est pas la planification économique, c'est la question de savoir quelle est la classe au service de laquelle le plan travaille. **«On dit que la loi économique fondamentale du socialisme est celle d'un développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationa-**

---

le. Cela est faux. Le développement harmonieux de l'économie nationale et, par suite, sa planification, qui constitue le reflet plus ou moins fidèle de cette loi, ne peuvent rien donner par eux-mêmes, si on ignore au nom de quels objectifs se fait le développement planifié de l'économie nationale, ou bien si la tâche n'est pas claire. La loi du développement harmonieux de l'économie nationale ne peut donner l'effet voulu que dans le cas où il y a une tâche au nom de laquelle ce développement se poursuit. Cette tâche ne peut être fournie par la loi même du développement harmonieux de l'économie nationale. A plus forte raison ne peut-elle pas être fournie par la planification de l'économie nationale. Cette tâche est contenue dans la loi économique fondamentale du socialisme sous la forme des exigences de cette loi exposées plus haut. Aussi, la loi du développement harmonieux de l'économie nationale ne peut-elle exercer à fond son action que si cette action s'appuie sur la loi économique fondamentale du socialisme.

«En ce qui concerne la planification de l'économie nationale, elle ne peut obtenir des résultats positifs qu'en observant deux conditions: a) si elle reflète correctement les exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale; b) si elle s'accorde en tout avec les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.» (Ibid., p. 42)

C'est là précisément ce que les révisionnistes ont tenté de saper. Ils ont essayé de modifier la planification économique afin d'utiliser la loi de la valeur pour régler la production et pour remplacer alors la loi du développement harmonieux de l'économie nationale par un plan visant à obtenir les profits maximum. Le but était la transformation de la propriété socialiste de l'industrie en propriété privée et avec elle la réapparition de la bourgeoisie. Bien sûr, l'économie a sombré dans l'anarchie de la production et même cette forme de planification est devenue une entrave au développement des rapports de production capitalistes, la planification économique est devenue ce qu'elle est dans n'importe quel pays capitaliste — des tentatives keynesiennes pour mitiger les effets de la crise générale du capitalisme. «La loi du développement harmonieux de l'économie nationale a surgi en contrepoids à la loi de concurrence et d'anarchie de la production sous le capitalisme.» (Ibid., p. 7)

L'inverse s'est produit avec la restauration du capitalisme. Ces «camarades», en faisant régler la production par la loi de la valeur et en transformant avec elle la propriété des moyens de production, ont fait abandonner par l'Union soviétique la loi socialiste du développement harmonieux de l'économie natio-

---

nale et se sont mis plutôt à oeuvrer sur la base de la loi capitaliste de la concurrence et de l'anarchie de la production. Staline parlait clairement quand il parlait de la base sur laquelle le capitalisme peut être restauré. La production marchande continue d'exister sur une échelle restreinte sous le socialisme mais cela peut conduire au capitalisme sur la base suivante: **«La production marchande ne conduit au capitalisme que si la propriété privée des moyens de production existe; que si la force de travail apparaît sur le marché comme une marchandise que le capitaliste peut acheter et exploiter pour la production; que si, par conséquent, il existe dans le pays un système d'exploitation des ouvriers salariés par les capitalistes.»** (Ibid., pp. 13-14)

Comment cela fut-il atteint en Union soviétique, dans tous ses détails? C'est une question qui sort des limites de cet article mais nous désirons souligner certains événements-clefs afin d'élucider les points théoriques soulevés ici. Khrouchtchev, après s'être emparé du pouvoir, a mis en application un programme draconien de «décentralisation» économique. Ce programme comportait deux caractéristiques principales. La première, c'était l'abolition des ministères centraux de planification économique; la seconde, c'était la vente aux fermes collectives des stations de tracteurs et de machines qui étaient auparavant propriété de l'Etat.

L'abolition des ministères de la planification d'Etat, ce fut l'abolition de la propriété socialiste des moyens de production. Quoique les entreprises demeuraient nominalement la propriété de l'Etat, en réalité elles furent déclarées «libres» de l'Etat afin de s'engager dans la «libre entreprise». Ces entreprises commencèrent immédiatement à opérer indépendamment, sous le contrôle et bientôt sous la propriété de leurs administrateurs et de leurs organisations dirigeantes. Il se développa rapidement un marché qui réglait les rapports entre les entreprises. Les moyens de production devinrent une marchandise qui pouvait être achetée et vendue par les entreprises. Si un administrateur et un «conseil de directeurs» peuvent acheter et vendre les moyens de production, c'est qu'ils les possèdent, même si avant et après la vente, techniquement, c'est l'Etat qui les possède. De plus, l'échange entre les entreprises fut établi sur la base marchandise-argent; il en est sorti tout un marché capitaliste avec une vaste armée d'intermédiaires et de courtiers s'occupant du commerce entre les entreprises et entre les entreprises et le marché de la consommation. Les prix furent déterminés par la loi de la valeur agissant sur le marché. Les gérants d'entre-

---

---

prises furent autorisés à congédier les ouvriers et à fixer leurs salaires; ainsi la force de travail redevint une marchandise.

Staline avait condamné les tenants de la vente des stations de tracteurs et de machines en 1952. Staline déclare: **«Il en résulterait, premièrement, que les kolkhoz (fermes collectives — UB) deviendraient propriétaires des principaux instruments de production, c'est-à-dire qu'ils se trouveraient placés dans une situation exceptionnelle qui n'est celle d'aucune entreprise dans notre pays, car, on le sait, les entreprises nationalisées elles-mêmes ne sont pas chez nous propriétaires des instruments de production.»** (Ibid., p. 97)

Staline poursuit en expliquant les conséquences qu'aurait la propriété, par les fermes collectives, de leurs propres instruments de production. **«Peut-on dire que cette situation contribuerait à élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété du peuple entier, qu'elle hâterait le passage de notre société du socialisme au communisme? Ne serait-il pas plus juste de dire que cette situation ne pourrait qu'éloigner la propriété kolkhozienne de la propriété du peuple entier et aboutirait à nous éloigner du communisme, au lieu de nous en rapprocher.**

**«Il en résulterait, deuxièmement, un élargissement de la sphère d'action de la circulation des marchandises qui entraînerait dans son orbite une quantité énorme d'instruments de production agricole.»** (Ibid., p. 97)

Staline explique comment ce genre d'élargissement de la circulation des marchandises **«doit amener inévitablement... à la renaissance du capitalisme»**. (Ibid., p. 98) C'est exactement ce que Khrouchtchev et ses acolytes ont accompli dans l'agriculture et dans l'industrie. Les révisionnistes élargissent la sphère des rapports marchands pour y inclure les moyens de production, la force de travail et tous les articles de consommation. Cela s'est réalisé grâce à la prise du pouvoir au moyen d'un coup d'Etat et à l'écrasement de la dictature du prolétariat. Cette dictature s'exerçait économiquement par le biais des ministères économiques d'Etat et par les stations de machines et de tracteurs. Elle s'exerçait politiquement au moyen du contrôle du parti sur l'Etat. Les révisionnistes ont écrasé et le parti et l'Etat de dictature du prolétariat et ils ont transformé le parti en parti de la bourgeoisie et l'Etat en Etat de dictature de la bourgeoisie. Cela s'est fait dans un seul but, la destruction du socialisme et la restauration du capitalisme.

Comme nous l'avons démontré ici, le grand ouvrage de Staline *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* an-

---

nonçait clairement le début d'une attaque de Staline contre ces «camarades» au sein du PC(b)US qui voulaient détruire le socialisme et restaurer le capitalisme. Staline préparait une autre purge et ce livre établit clairement sur quelle base politique cette purge allait être menée. Ce livre fut écrit en 1952 alors que la santé de Staline commençait déjà à décliner. Il mourut au début de 1953. Inutile de dire que les révisionnistes ont supprimé ce livre, mais ce ne sont pas seulement les révisionnistes soviétiques qui ont attaqué cet ouvrage, il y a aussi les soi-disant défenseurs de Staline comme Mao Tsé-toung.

Au nom de la défense du marxisme-léninisme, de l'Internationale Communiste, de l'Union soviétique et du camarade Staline, Mao s'est opposé en pratique à tout cela. Mao disait «la révolution chinoise l'a emporté en agissant à l'encontre de la volonté de Staline. . . . Si nous avons suivi . . . la méthode de Staline, la révolution chinoise n'aurait pu triompher» (notre traduction de *A Critique of Soviet Economics*, p. 9). En d'autres mots, les Chinois auraient échoué en se servant du marxisme-léninisme au lieu de la pensée mao-tsétoung. D'ailleurs des nationalistes bourgeois et des koulaks comme Mao auraient échoué. Ce n'était pas un problème tactique qui divisait Mao et Staline mais bien toute une série de questions, y compris celle de la construction du socialisme. En fait, Mao soutenait les attaques de Khrouchtchev contre Staline, bien que de façon «centriste». «Lorsque Staline fut critiqué en 1956, d'une part nous étions réjouis, mais d'autre part nous étions craintifs. Il était tout à fait nécessaire de lever le couvercle, de briser d'avec la foi aveugle, de laisser s'échapper la pression et de libérer les esprits. Mais nous n'avons pas été d'accord pour le démolir d'un coup.» (Ibid., p. 27, notre traduction)

Oui, Mao voulait démolir Staline en plusieurs coups, pas d'un seul. Mao craignait la réaction de la classe ouvrière mais il n'y avait pas de différences essentielles entre Mao et Khrouchtchev. Ce qui les divisait, c'étaient leurs intérêts nationalistes bourgeois divergents.

Mao a attaqué le grand ouvrage de Staline sur le socialisme en URSS; en fait il a établi le développement de la Chine en opposition à Staline et au marxisme-léninisme. La Chine a entrepris quelques petits pas vers le socialisme. Comme le disait Mao: «Aux premières étapes de la libération nous n'avions aucune expérience de la gestion de l'économie de toute la nation. Ainsi dans la période du premier plan quinquennal nous ne pouvions faire plus que copier les méthodes de l'Union soviétique, bien

---

---

que nous ne nous soyions jamais sentis satisfaits» (Ibid., p. 9, notre traduction).

Mao étant un koulak, et la Chine un pays avec une économie paysanne, il était naturellement préoccupé par la question paysanne. Mao a attaqué Staline et l'Union soviétique pour avoir «mis trop l'accent sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère» (ibid., p. 12, notre traduction). Mao voulait mettre l'accent sur ces activités qui étaient les plus rentables, qui serviraient le plus à engendrer le capitalisme. Mao soutenait que la socialisation de l'agriculture par Staline «avait sérieusement refroidi l'enthousiasme des paysans à l'égard de la production. Vous voulez que la poule ponde plus d'oeufs et pourtant vous ne la nourrissez pas, vous voulez que le cheval coure vite et pourtant vous ne le laissez pas brouter. Quel genre de logique est-ce?» (ibid., p. 12, notre traduction). Vraiment, ce n'est pas la logique d'un koulak comme Mao dont l'enthousiasme pour la production est refroidi par le manque de rapports capitalistes qui engendrent du profit.

Mao a attaqué Staline pour avoir «limité la production marchande aux moyens de subsistance» (ibid., p. 36, notre traduction). Pour Mao, cela était particulièrement vrai des moyens de production agricole. Mao disait: «En Chine, non seulement les biens de consommation mais aussi les moyens de production agricole doivent être fournis. Staline n'a jamais vendu de moyens de production aux paysans. Khrouchtchev a changé cela» (ibid., p. 146, notre traduction). En effet, Staline n'était pas un capitaliste comme Khrouchtchev et Mao. Mao fait l'éloge de Khrouchtchev pour être passé à ce qu'est la Chine — un pays capitaliste.

Pour Mao, la chose la plus importante, c'était la production marchande; il fait valoir contre Staline que «certains moyens de production doivent être classés comme des marchandises» (ibid., p. 145, notre traduction). Il disait aussi: «la production marchande doit être développée sur une vaste échelle, non pas pour les profits (!!!), mais pour la paysannerie, l'alliance agricole-industrielle et pour le développement de la production» (ibid., p. 147, notre traduction). Pour Mao, la façon de développer la production agricole et industrielle, c'est par le biais du vaste développement de la production marchande. «Notre production marchande devrait être développée à fond, mais cela prendra quinze ans ou plus, et beaucoup de patience, aussi» (ibid., p. 145, notre traduction). C'était il y a seulement 20 ans et nous devons dire qu'en effet la Chine a atteint le but de Mao.

---

En URSS, la production marchande fut limitée à **«des articles de consommation personnelle»** (Staline, *op. cit.*, p. 16). Mao a rejeté cela et il a voulu que la production marchande et l'échange des marchandises soient élargis autant que possible. Ce que voulait Mao, c'était le capitalisme. Sous le socialisme la production marchande et les rapports de production marchande sont constamment restreints; avec le communisme ils sont complètement abolis. Comme disait Staline: **«Nous, marxistes, nous partons de la thèse marxiste bien connue, selon laquelle le passage du socialisme au communisme et le principe communiste de la répartition des produits selon les besoins excluent tout échange de marchandises et, par suite, la transformation des produits en marchandises et, en même temps, leur transformation en valeur.»** (Ibid., p. 98)

Voilà la voie communiste; à l'évidence, Mao empruntait la voie capitaliste et la «transformation en valeur» était précisément son but. Mao dit: «Dans notre société la loi de la valeur n'a pas de fonction régulatrice, c'est-à-dire qu'elle n'a pas de fonction déterminante.» (*op. cit.*, p. 147) En d'autres mots, elle a bel et bien une fonction régulatrice mais elle ne détermine rien! Bel exemple de la «double pensée» maoïste.

Rappelons ce que Staline disait qu'il arriverait si la loi de la valeur réglait la production. Il disait que l'industrie légère se développerait aux dépens de l'industrie lourde parce qu'elle est plus rentable. Mao déclare: «Sur la question de l'industrie lourde, de l'industrie légère et de l'agriculture, l'Union soviétique n'a pas assez mis l'accent sur les deux dernières et il en est résulté des PERTES» (ibid., p. 129). Mao indique ce qui doit «être développé, comme l'industrie gérée par les communes, ou la promotion simultanée de l'industrie et de l'agriculture» (ibid., p. 143). En d'autres mots, l'industrie légère et l'industrie agricole doivent se développer de façon privée afin que «notre propre production marchande... se développe à fond». Contrairement à l'Union soviétique de Staline où «dans l'industrie on marche sur une patte alors qu'on accorde de l'attention à l'industrie lourde et non à l'industrie légère». (Ibid., p. 129) Voyez-vous, pour Mao, le problème de l'Union soviétique c'était qu'elle marchait sur une patte, c'est-à-dire le socialisme, tandis que Mao veut marcher sur deux pattes, la production marchande dans l'industrie légère et l'agriculture. Ou, une autre façon de le dire: la Chine marche sur deux pattes, le capitalisme et l'apparence du socialisme.

Mao s'opposait aux stations de machines et de tracteurs en Union soviétique et il s'opposait aussi aux ministères économi-

---

---

ques centraux. Mao disait que le problème de l'Union soviétique consistait à «tout concentrer dans les mains des autorités centrales, d'enchaîner les pouvoirs locaux et de LEUR NIER LE DROIT A UNE ACTION INDEPENDANTE». (Ibid., p. 12) Mao s'opposait à la dictature du prolétariat en Union soviétique et poursuivait en Chine les mêmes politiques que Khrouchtchev a instituées en Union soviétique. Khrouchtchev a restauré le capitalisme en Union soviétique, tandis que Mao n'a jamais mené la Chine à une transformation socialiste, il a plutôt développé la Chine en pays capitaliste.

Mao a écrit *Sur les dix grands rapports en opposition aux Problèmes économiques du socialisme en URSS* de Staline. L'ouvrage de Mao, selon lui-même, «constitua un début de proposition de notre propre ligne pour la construction» (ibid., p. 13) du capitalisme! Ce document est aujourd'hui mis de l'avant par la direction chinoise comme étant la voie suivie, et d'ailleurs, même un examen rapide de ce texte montre que c'est la voie capitaliste qu'il emprunte. Il est hors du propos de cet article que de procéder à une analyse approfondie de ce texte mais jetons-y tout de même un coup d'oeil en ce qui a trait à quelques-unes des questions soulevées ici. Mao, se référant à l'Union soviétique et à l'Europe de l'Est, déclare: «tous ces pays ont mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère, ce qui a entraîné la pénurie de marchandises sur le marché» (Tome V, p. 307). En d'autres mots, cela a déséquilibré le capitalisme.

Mao poursuit: «Nous avons, nous, attaché plus d'importance à l'agriculture et à l'industrie légère» (ibid.). Mao attache plus d'importance que Staline à régler le rôle de la loi de la valeur. Quelle cinglante critique, en effet! Mao continue: «La question qui se pose actuellement à nous, c'est de continuer à réajuster comme il convient la proportion des investissements entre l'industrie lourde d'une part, l'agriculture et l'industrie légère de l'autre, de manière à développer encore davantage CES DEUX DERNIERES» (ibid., p. 308). Rappelons ce que Staline disait si la loi de la valeur devait régler la production en Union soviétique: «**Si cela était juste, pourquoi ne développerait-on pas à fond nos industries légères comme étant les plus rentables, de préférence à l'industrie lourde qui est souvent moins rentable et qui parfois ne l'est pas du tout?**» (op. cit., p. 23)

Comparez cela à ce que dit Mao à propos du résultat qui découle d'un plus grand développement de l'industrie légère: «Que résultera-t-il d'un tel accroissement? On pourra d'abord mieux satisfaire les besoins du peuple et ensuite accélérer l'ac-

---

cumulation des fonds, ce qui permettra un développement meilleur et plus intensif de l'industrie lourde. Celle-ci peut, elle aussi, accumuler des fonds, mais, dans les conditions économiques que connaît actuellement notre pays, l'accumulation par l'industrie légère et l'agriculture est plus élevée et plus rapide. ... Si votre désir est sincère, ou ardent, vous devez alors prêter attention à l'agriculture et à l'industrie légère, de façon... à réaliser une accumulation plus importante». (Tome V, p. 308)

L'accumulation du capital est la préoccupation du capitaliste, non du socialiste. Le capitaliste accumule son capital par l'action de la loi de la valeur, au moyen des profits; c'est pourquoi il investit dans les sphères économiques qui permettent la plus grande accumulation de capital! Le socialisme investit sur la base de la loi fondamentale du socialisme; les révisionnistes chinois investissent ouvertement sur la base de la loi fondamentale du capitalisme moderne, le profit maximum. Mao se demande: «Selon les données disponibles, la construction d'une entreprise d'industrie légère, de même que l'accumulation de fonds par une telle usine, se fait en général très rapidement; après la mise en service, on peut récupérer en quatre ans le capital investi et même recueillir des fonds qui suffiraient pour construire trois nouvelles usines ou deux, une, ou tout au moins la moitié d'une. UNE SI BONNE AUBAINE, POURQUOI N'EN PROFITERIONS-NOUS PAS?» (Ibid., p. 309). Logique impeccable, en effet, pour un capitaliste.

Les usines en Chine n'ont jamais été la propriété du prolétariat, n'ont jamais été propriété socialiste. Elles ont toujours été et restent propriétés privées, même si l'Etat en a la propriété, nominalement. Mao déclarait: «Il ne convient pas, me semble-t-il, de tout concentrer entre les mains des autorités centrales, provinciales ou municipales, sans accorder aux usines ni droits, ni liberté d'action, ni AVANTAGES. ... Chacune doit disposer d'une autonomie liée à la centralisation. Ainsi seulement pourra-t-elle se développer avec encore plus de vigueur». (Ibid., p. 313)

Il y a toujours eu en Chine la propriété privée des moyens de production dans l'industrie et l'agriculture, une production qui a été réglée par la loi de la valeur et dont l'objectif a toujours été l'accumulation du capital. Il y a toujours eu la vente de la force de travail, comme une marchandise. Comme disait Mao: «Avec l'essor de l'économie nationale dans son ensemble, les salaires doivent être rajustés de façon adéquate... d'une façon générale, les salaires chez nous ne sont pas élevés» (ibid., p. 312). Cela compterait certainement dans le taux élevé de l'accumulation

---

---

du capital dans l'industrie légère. Un petit capital constant et de faibles salaires produisent certainement beaucoup de plus-value dans tous les pays capitalistes et la Chine n'a pas été ni n'est certainement pas une exception.

Mao ne pouvait être plus explicite à propos de la voie suivie par la Chine, sur ses «deux pattes»: «Nous ne devons pas, comme l'Union soviétique, concentrer tout entre les mains de l'autorité centrale (la dictature du prolétariat — UB) et exercer un contrôle trop rigide sur les administrations locales (la bourgeoisie — UB), sans laisser aucune marge à leur initiative (la «libre entreprise» — UB). ... Etablir un rapport correct entre les autorités centrales et les administrations locales, voilà un problème d'une haute importance pour un grand pays et un grand parti comme les nôtres. C'est un problème auquel certains pays capitalistes prêtent aussi une grande attention... l'expérience qu'ils ont acquise dans leur développement mérite d'être étudiée par nous.» (Ibid., pp. 315-16)

Et plus loin, il déclare: «Notre politique consiste à nous inspirer des points forts de TOUS les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines POLITIQUE, ECONOMIQUE, scientifique, technique, littéraire et artistique.» (Ibid., p. 327)

Lorsque Mao, à la fin de cet article, lance l'appel à «faire de notre pays un puissant Etat socialiste» (ibid., p. 331), le contenu de son appel consiste clairement à faire de la Chine un puissant pays capitaliste, c'est-à-dire impérialiste. La Chine réalise certainement cet objectif sous le «grand timonier» Deng Xiao-ping.

Les révisionnistes chinois prétendent que Mao a résolu le problème que Staline n'avait prétendument pas réussi à régler — la restauration du capitalisme dans un pays socialiste. Mao a fait cela en s'assurant que la Chine ne devienne jamais un pays socialiste.

## Conclusion

Il est temps de démasquer les impostures, les mensonges et les calomnies de Khrouchtchev, de Mao et de tous les révisionnistes modernes, à l'effet que Staline n'avait pas compris le socialisme et ne savait pas comment le défendre contre les tentatives de restauration capitaliste. Staline a analysé le socialisme et le capitalisme sur la base de la science du marxisme-léninisme.

**Staline, au début de son grand ouvrage, disait: «Certains camarades nient le caractère objectif des lois de la science, et en particulier des lois de l'économie politique sous le socialisme»**

---

(op. cit., p. 1). La tentative de ces révisionnistes pour faire cela fut de substituer les lois du capitalisme à celles du socialisme. Comme le disait Staline: **«Les lois de l'économie politique sous le socialisme sont des lois objectives qui reflètent la régularité des processus intervenant dans la vie économique indépendamment de notre volonté. Nier cette thèse, c'est au fond nier la science; or nier la science, c'est nier la possibilité de toute prévision — c'est donc nier la possibilité de diriger la vie économique.»** (Ibid., p. 8)

Et si les lois socialistes ne sont pas maîtrisées et appliquées, quelles lois le sont? Ce ne peuvent être que les lois du capitalisme. Comme dit Staline, l'homme **«ne peut détruire ou créer de nouvelles lois économiques»**. (Ibid., p. 4) Il y a des lois économiques socialistes et des lois économiques capitalistes; une société fonctionne selon les unes ou les autres. Si c'est une dictature du prolétariat qui édifie le socialisme, elle le fait sur la base des lois socialistes. Sinon, la société fonctionne sur la base des lois capitalistes, peu importe que cette société se dise capitaliste ou socialiste. Les marxistes-léninistes doivent rejeter catégoriquement toute notion d'un troisième genre quelconque de lois. Comme le disait Lénine **«le problème se pose uniquement ainsi: idéologie bourgeoisie ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu. ... Tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise.»** (Que Faire, ELE, pp. 48-9) C'est là la technique utilisée par tous les révisionnistes et c'est par là que Staline a entrepris la lutte en 1952. C'est une lutte qu'il est du devoir de tous les marxistes-léninistes authentiques de mener aujourd'hui; ceux-ci, sur chaque question, doivent défendre la pureté de la science marxiste-léniniste contre toute tentative de la rabaisser de *quelque façon que ce soit*, ou contre toute tentative de *s'en éloigner le moins possible*, parce que permettre cela, c'est renforcer l'idéologie bourgeoise. Nous devons nous opposer à toutes les tentatives révisionnistes **«centristes»** de faire dévier le prolétariat révolutionnaire sur la voie de l'idéologie bourgeoise.

En cette année du centenaire de la naissance de Staline, nous avons besoin de moins de proclamations, de calendriers et d'affiches, et de plus de défense réelle de l'oeuvre grande et immortelle du camarade J.V. Staline.

